2 août 1833

Règlement de l'école normale primaire du département de Seine-et-Marne, approuvé le 2 août par le Conseil royal

Source : *M.G.*, 1^{er} octobre 1833, p. 318-330

I. De l'administration en général

Article I. - L'administration de l'école normale primaire du département de Seine-et-Marne est divisée en deux parties : la première comprend l'enseignement et la discipline ; la seconde, la gestion économique et la comptabilité.

Art. II. - L'administration est confiée au directeur de l'école, sous la surveillance immédiate de la commission nommée par le ministre de l'Instruction publique, sur la présentation du préfet du département et de l'inspecteur général chargé de l'administration de l'Académie de Paris.

Art. III. - La commission de surveillance prend ou propose, selon les circonstances, toutes les mesures qu'elle juge utiles pour le bien de l'école et pour le progrès des élèves maîtres.

Art. IV. - La commission fait au moins une fois chaque trimestre la visite de l'école, de concert avec la commission spéciale d'examen nommée en vertu de l'article 25 de la loi du 28 juin. Elle interroge les élèves-maîtres sur tous les objets de l'enseignement et tient note de leurs réponses. Elle fait tous les ans un rapport au préfet et au ministre sur la situation de l'école.

Art. V. - Le directeur est nommé par le ministre de l'Instruction publique. Il est toujours chargé d'une partie importante du cours d'études.

Les maîtres qu'il est nécessaire de lui adjoindre pour diverses parties de l'enseignement sont également nommés par le ministre, sur le rapport de la commission de surveillance.

Art. VI. - Les élèves de l'école normale seront divisés en deux classes. La première se compose des élèves-maîtres boursiers et non boursiers, qui se destinent aux fonctions d'instituteur ; la deuxième, des instituteurs en service qui viendront à l'école pour y perfectionner leur instruction.

Art. VII. - Les élèves-maîtres seront tous internes. Ils devront être âgés de seize ans au moins et ne seront pas admis au-delà de trente ans. Ils seront soumis aux conditions d'admission déterminées par les règlements universitaires, et devront apporter un trousseau qui sera entretenu et remplacé, s'il y a lieu, à leurs frais.

Ce trousseau sera composé de :

Deux paires de drap.

Six chemises.

Six paires de bas ou chaussettes.

Six mouchoirs de poche.
 Six serviettes ou essuie-mains.
 Peignes, brosses, rasoirs.
 Deux cols noirs ou quatre cravates de couleur.
 Trois bonnets de coton.
 Habits de drap pour l'hiver et de toile pour l'été.
 Deux paires de souliers.
 Deux paires de guêtres.
 Un chapeau et une casquette.

Les élèves pourront, dans l'intérieur de l'école, porter des blouses en toile et des sabots.

À leur entrée dans l'école, les élèves paieront une rétribution de dix francs, représentant la valeur des livres qui leur seront remis dans le cours des deux années d'étude, et qui resteront leur propriété à la sortie de l'école.

II. Des élèves

Art. VIII. - Le nombre des élèves internes admis dans l'école est fixé à quarante pour les deux cours, vingt pour chaque cours.

Pour la première année, le nombre total des élèves est fixé à vingt. L'instruction qu'ils reçoivent la première et la deuxième année est déterminée par l'article 28 ci-après.

Art. IX. - Les élèves boursiers de l'université et du département sont admis au concours.

Il en est de même de toutes les autres bourses, sauf destination contraire de la part des fondateurs.

Art. X. - Les candidats qui aspirent à des bourses doivent adresser leur demande, avec les pièces à l'appui, avant le premier juillet, savoir : au ministre, s'il s'agit de bourses fondées par l'Université ; au préfet, s'il s'agit de bourses du département ; au maire, s'il s'agit de bourses fondées par une commune ; aux fondateurs, s'il s'agit de bourses fondées par une association ou par un individu.

Toutes les demandes sont renvoyées à la commission de surveillance qui vérifie si les candidats satisfont aux dispositions prescrites par les règlements, et qui, dans les premiers jours de juillet, dresse le tableau et arrête la liste des candidats à admettre au concours. Elle fixe le jour où commencent les épreuves, et elle en donne avis à chaque concurrent ; elle leur fait connaître aussi le nombre de bourses à donner au concours. Dans tous les cas, le concours et les examens doivent être terminés avant le 15 septembre.

Art. XI. - Lorsque des villes et des particuliers fondent des bourses et se réservent le droit de présentation, les élèves ne sont néanmoins admis qu'après examen.

Art. XII. - Les certificats de bonne conduite exigés de chaque candidat doivent être délivrés par les maires des communes où le candidat aura résidé depuis trois ans.

Art. XIII. - Les candidats doivent aussi produire un certificat de médecin, constatant qu'ils ne sont sujets à aucune infirmité qui s'oppose à l'exercice des fonctions d'instituteurs et qu'ils ont été vaccinés ou qu'ils ont eu la petite vérole.

Art. XIV. - Une commission d'instruction primaire nommée par le ministre, au terme de loi du 28 juin 1833, est juge des épreuves qui doivent précéder l'admission à l'école normale.

L'examen et le concours sont publics.

Art. XV. - Les matières de l'examen et du concours sont : l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, la langue française et le calcul.

Les examinateurs ne se bornent pas à constater jusqu'à quel point les candidats possèdent les connaissances sus énoncées ; ils doivent s'attacher aussi à connaître les dispositions des candidats et leur degré d'intelligence.

Art. XVI. - Le résultat du concours est constaté par une liste où les candidats sont placés à la pluralité des voix, selon l'ordre de mérite, lorsqu'ils ont été déclarés admissibles ; le résultat des examens est constaté par des procès verbaux individuels, et il est fait de même une liste où les candidats déclarés admissibles sont inscrits par ordre de mérite. Cette liste et les procès verbaux sont adressés, avec l'avis motivé de la commission d'examen, au préfet et au ministre.

Art. XVII. - Les boursiers qui n'obtiennent que des portions de bourse doivent remettre un acte par lequel leurs parents ou tuteurs s'obligent à payer la portion de bourse qui reste à leur charge ; il en est de même pour la totalité de la pension à l'égard des élèves-maîtres non boursiers.

Art. XVIII. - Tout boursier admis à l'école normale primaire contracte, en entrant, l'engagement d'exercer pendant dix années consécutives, s'il est jugé digne d'être breveté, les fonctions d'instituteurs communal dans le département, et n'est relevé de cet engagement qu'autant qu'il ne pourrait trouver à y être placé.

Si l'élève boursier est en âge de minorité, il doit en outre présenter le consentement de son père, de sa mère, ou de son tuteur, à ce qu'il contracte l'engagement ci-dessus mentionné.

Art. XIX. - Les élèves non boursiers, dont l'admission à l'école aura été approuvée, pourront prendre l'engagement spécifié dans l'article précédent.

Art. XX. - Les boursiers qui renoncent à leurs études avant la fin du cours ou qui, sortis de l'école, ne remplissent pas l'engagement par eux contracté de servir pendant dix ans au moins comme instituteurs communaux dans le département et dans les communes vis-à-vis desquelles ils avaient pris cet

engagement, sont tenus de rembourser, soit à l'école, soit aux communes, le prix de la pension pendant leur séjour à l'école.

Cet engagement de rembourser le prix de la pension sera pris par ses père, mère ou tuteur, si l'élève boursier est mineur.

S'ils ne servent dans aucune école communale, ils sont considérés comme étrangers à l'instruction publique, et replacés sous le droit commun, quant à l'obligation du service militaire.

Art. XXI. - Les instituteurs en exercice qui voudraient suivre les cours de l'école seront externes. Ils seront admis par la commission de surveillance et tenus de se conformer à la discipline de l'école, et d'en suivre les cours et exercices depuis le 1^{er} juin jusqu'à la distribution des prix.

La commission de surveillance examinera s'il y a lieu d'accorder à quelques uns de ces instituteurs des indemnités de séjour pour le temps pendant lequel ils suivront les cours de l'école normale.

III. De l'enseignement

Art. XXII. - L'année scolaire commence au 1^{er} octobre et finit à la distribution des prix, dans le mois d'août de l'année suivante.

Art. XXIII. - Les élèves-maîtres restent deux ans à l'école normale, mais nul ne peut y rester au-delà de ce temps à titre d'élève, à moins de motifs dont la commission sera juge.

Art. XXIV. - Aucun élève maître ne peut quitter l'école avant la fin de la seconde année d'étude, pour remplir les fonctions d'instituteur.

Art. XXV. - L'instruction religieuse est donnée aux élèves-maîtres suivant la religion qu'ils professent, ou par un prêtre catholique, ou par des pasteurs d'un autre culte.

Art. XXVI. - Les jours de dimanche et de fêtes conservées, les élèves-maîtres sont conduits à l'église ou au temple, suivant la religion que chacun d'eux professe.

Art. XXVII. - Les journées commencent ou finissent par une prière commune, qui, selon les différens cultes professés par les élèves maîtres, est conforme à ce que prescrivent ou le catéchisme du diocèse ou les instructions des ministres de leur religion.

Art. XXVIII. - La série des objets d'enseignement est distribuée en deux années.

La première année, on enseigne :

La lecture du français imprimé et manuscrit, et la lecture du latin ;

L'écriture dans tous les genres ;

La grammaire française ;

Les élémens de la géographie et de l'histoire générale ;

L'arithmétique, qui comprend le calcul décimal et le nouveau système des poids et mesures, comparé avec l'ancien ;

Le dessin linéaire et quelques notions élémentaires de géométrie.

La deuxième année, on enseigne :

La grammaire française, avec exercice de langage et de style ;

La géographie et l'histoire de la France, avec une courte explication de la Charte constitutionnelle ;

La géométrie pratique et ses applications, notamment à l'arpentage ;

Des notions de physique, de chimie et d'histoire naturelle appliquées aux usages de la vie ;

La rédaction des actes de l'état-civil et des procès verbaux, ainsi que la tenue des livres.

Art. XIX. - Pendant les deux années, on enseigne aux élèves-maîtres :

La musique ;

La taille et la greffe des arbres ;

Des notions d'agriculture et d'horticulture ;

On leur fait connaître les diverses méthodes d'enseignement ; on les exerce à la pratique des méthodes les plus simples, les plus rapides et les plus favorables à l'instruction des élèves.

Enfin, ils reçoivent des leçons de gymnastique pendant les récréations, et on les forme à la pratique de la vaccine.

Art. XXX. - Chaque maître rédige tous les ans, avant la rentrée, le programme détaillé de son cours pour toute l'année ; il y indique les ouvrages qu'il se propose de mettre entre les mains des élèves.

Ces programmes sont remis au directeur, qui les présente, avec ses observations, à la commission de surveillance. Elle les modifie, s'il y a lieu, et les vise. Ils sont ensuite soumis à l'approbation du Conseil royal.

Art. XXXI. - Les cours ont lieu tous les jours de l'année, excepté les dimanches, les fêtes conservées, le jour de la fête du Roi, et les autres fêtes nationales.

Des compositions ont lieu au moins une fois par mois sur chaque objet d'enseignement.

Art. XXXII. - Il est tenu, par les soins du directeur, un registre divisé en autant de colonnes qu'il y a d'objet d'enseignement. Sur ce registre sont inscrits chaque mois les résultats des rapports sur l'application et les progrès des élèves maîtres, ainsi que les places qu'ils ont obtenues dans les diverses compositions ; il y est fait mention des notes tenues sur le caractère et la conduite de chacun des élèves. Ce registre est mis tous les trois mois sous les yeux de la commission de surveillance.

Art. XXXIII. - Indépendamment des examens faits chaque trimestre par la commission, le ministre de l'Instruction publique fait visiter l'école, quand il le juge à propos, par des inspecteurs de l'Académie ou de l'Université.

Art. XXXIV. - Des prix sont distribués par la commission de surveillance à la fin de l'année. La commission désigne, d'après une liste présentée par le directeur, les livres et instrumens qui doivent être donnés en prix.

Art. XXXV. Les élèves-maîtres subissent à la fin de la première année, devant la commission de surveillance réunie à la commission de l'instruction primaire, un examen d'après lequel il est décidé s'ils sont admis à rester la seconde année, ou s'ils doivent quitter l'école.

Art. XXXVI. - La commission d'instruction primaire qui examine les élèves à leur entrée leur fait subir, à la fin du cours d'études, un examen de sortie, dont le résultat est constaté, pour chacun d'eux, par un procès verbal détaillé. Ils sont ensuite placés sur une liste par ordre de mérite, et un double de cette liste est envoyé au préfet et au ministre.

Art. XXXVII. - Les élèves maîtres, après deux ans d'études, doivent être en état de recevoir au moins le brevet de capacité pour l'instruction primaire élémentaire. Ceux qui obtiennent un brevet de capacité pour l'instruction primaire supérieure sont placés, autant que possible, dans les communes les plus importantes du département.

Art. XXXVIII. - La commission de surveillance délivre, s'il y a lieu, à chaque élève maître, à sa sortie de l'école, un certificat constatant sa conduite, son application et ses progrès.

Art. XXXIX. - Les deux élèves-maîtres que la commission juge les plus capables à la fin de la deuxième année peuvent être autorisés à rester une année de plus à l'école, pour y remplir les fonctions de maîtres adjoints.

Art. XL. - Le préfet est invité à insérer dans les journaux du département la liste des élèves maîtres, dressée en vertu de l'art. 36 du présent règlement.

Art. XLI. - La garde de la bibliothèque est confiée au directeur, ou, sous sa responsabilité, à l'élève qu'il désigne.

Tous les ans, le catalogue des livres est vérifié en présence du directeur et d'un autre membre de la commission.

Art. XLII. - Les élèves-maîtres doivent se pénétrer de l'idée qu'ils sont destinés à servir un jour de modèle aux enfans qui leur seront confiés, et pour cela ils doivent s'efforcer d'acquérir, durant leur séjour à l'école, avec des principes sûrs et des mœurs graves, toutes les habitudes honorables qui peuvent leur concilier l'estime et la considération des pères de famille.

IV. De la discipline

Art. XLIII. - La distribution des heures pour tous les mouvemens et les exercices de l'école est arrêtée par la commission de surveillance.

Art. XLIV. - Dans les différens mouvemens de la journée, et pour passer d'un exercice à un autre, les élèves-maîtres marchent toujours en ordre et en silence ; chaque division est conduite par l'un d'eux, que le directeur désigne parmi ceux qui se distinguent par leur bonne conduite et par leurs progrès. Les élèves ainsi désignés sont également chargés de la surveillance des classes, des dortoirs et du réfectoire, en l'absence du directeur.

Art. XLV. - Le lever est fixé à cinq heures en hiver comme en été, et le coucher à neuf heures.

Pendant le dîner et pendant le souper, un des élèves-maîtres fait une lecture instructive dans un ouvrage désigné par le directeur.

Art. XLVI. - Les élèves-maîtres ne peuvent recevoir de visites qu'aux heures de récréation, et seulement de la part de leurs parens ou de leurs correspondans.

Art. XLVII. - Ils ne sortent jamais de l'école sans une permission écrite du directeur. Les sorties en ville ne sont accordées que deux fois par mois, sur demande des parens ou des correspondans, les dimanches seulement, depuis une heure de l'après midi jusqu'à l'heure du souper.

Art. XLVIII. - Tous les jeux de cartes et de hasard sont interdits. Il est défendu de jouer à l'argent, à quelque jeu que ce soit.

L'introduction de toute arme et celle de la poudre à tirer, même en artifice, est interdite.

Art. XLIX. - Il est expressément interdit aux instituteurs admis comme externes dans l'école d'apporter d'autres livres que ceux dont l'usage est autorisé ; il leur est également défendu de faire aucune commission pour les élèves-maîtres internes.

Art. L. - Sera exclu tout instituteur admis comme élève externe qui aurait fait une fausse déclaration sur son domicile.

Art. LI. - Hors le cas de faute grave, pour lequel l'affaire sera renvoyée à la commission de surveillance, l'élève maître qui a manqué à son devoir peut être puni par le directeur.

Les punitions que le directeur peut infliger aux élèves-maîtres sont :

La consigne simple pour une ou plusieurs sorties ;

La remontrance simple ;

La remontrance en présence de toute l'école ;

La salle de discipline.

Ces deux dernières punitions sont consignées sur les registres de l'école.

Art. LII. - Toutes les fois qu'il s'agit de la peine de l'exclusion, l'élève maître est préalablement entendu ou appelé par la commission.

Art. LIII. - Dans le cas où la commission prononcerait l'exclusion contre un élève maître, le ministre de l'Instruction publique en serait informé par un rapport spécial.

Art. LIV. - Au mois d'août de chaque année, le directeur fait un rapport sur la situation de l'école, en ce qui concerne la discipline et les études. Ce rapport, accompagné du procès verbal de l'examen de sortie des élèves-maîtres qui ont achevé leur cours d'études, des observations de la commission de surveillance et de l'avis du préfet, est transmis par le président de la commission au ministre de l'Instruction publique, au plus tard le 15 septembre.

Art. LV. - L'époque des vacances est fixée chaque année par la commission de surveillance. La rentrée aura toujours lieu le 1^{er} octobre.

V. Gestion économique

Art. LVI. - Les recettes de l'établissement se composent :

Du *boni* de l'exercice précédent ;

Des fonds alloués pour les bourses universitaires, départementales, communales ou particulières ;

Des compléments des bourses payés par les familles ;

Des pensions payées par les parents des élèves-maîtres non boursiers ;

Des sommes accordées par l'Université sur les fonds affectés à l'instruction primaire, indépendamment du prix des bourses universitaires ;

Des dons et des legs qui peuvent être faits à l'école.

Les pensions, bourses et compléments de bourses sont payés par trimestre et d'avance, et acquis à l'école, conformément à l'art. 70 de l'Instruction universitaire, n° 110, sur le règlement de la comptabilité.

Art. LVII. - Les dépenses se composent de :

Des traitements du directeur et des maîtres adjoints ;

Du loyer des bâtiments et de leur entretien quant aux réparations locatives ;

Des gages de domestiques ;

Des frais de nourriture, chauffage, éclairage, blanchissage et entretien des élèves ;

Des frais d'établissement et d'entretien du mobilier ;

Des frais d'acquisition et d'entretien des livres, tableaux et autres objets d'art et d'étude, nécessaires pour les cours et pour les travaux, tant des élèves-maîtres internes que pour des instituteurs en exercice, admis comme externes.

Enfin des indemnités de déplacement et de séjour qui pourront être accordées, par la commission, aux instituteurs en exercice autorisés à suivre les cours.

Art. LVIII. - Tous les services de nourriture, chauffage, éclairage, blanchissage et autres, seront mis en adjudication sur un cahier de charges qui sera dressé par la commission de surveillance et approuvé par le préfet. Les paiements seront faits aux entrepreneurs sur des états nominatifs de présence des élèves.

Art. LIX. - Dans le cas où l'adjudication dont il est parlé dans l'article précédent ne pourrait avoir lieu, le directeur de l'école sera chargé, sous sa responsabilité personnelle, des achats et dépenses de toute nature qui seront à faire et qui auront lieu d'après un règlement particulier, qui spécifiera jour après jour la nourriture que les élèves-maîtres recevront et les diverses dépenses à faire.

Un membre de la commission sera délégué pour inspecter l'état de la caisse et de la comptabilité du directeur. Il visera, au moins une fois par mois, le registre de la caisse. Ce membre devra, à chaque réunion de la commission, lui faire connaître le résultat de son examen.

Art. LX. - La commission de surveillance examine chaque année le compte et le budget qui lui sont présentés par le directeur de l'école ; elle consigne dans un rapport spécial les observations auxquelles ce compte et ce budget lui paraissent donner lieu, et le tout est transmis au préfet qui, après y avoir joint son avis, l'adresse au ministre de l'Instruction publique.

Le budget est accompagné d'un tableau de traitemens, honoraires et gages, et d'un état détaillé des livres, instrumens et autres objets mobiliers dont l'acquisition serait demandée.

Art. LXI. - Les marchés pour les principaux approvisionnemens ne peuvent recevoir d'exécution qu'après avoir été approuvés par la commission de surveillance.

Toutes les dépenses non prévues et excédant trente francs doivent aussi être provisoirement autorisées par la commission ; à défaut d'autorisation, elles seront rejetées et laissées à la charge du directeur, à moins qu'il n'obtienne l'approbation ultérieure de la dépense.

Art. LXII. - Le directeur tient un livre de caisse ouvert par crédit et par débit, où il porte les recettes et les dépenses le jour même où elles sont effectuées.

Un deuxième registre offre, en cinq parties distinctes, un compte séparé pour les bourses de l'Université, pour celles du département, pour celles des communes, pour celles des fondateurs, et pour les pensions des élèves-maîtres non boursiers.

Un troisième registre est affecté au compte des fournisseurs. Chaque nature d'objet forme un compte particulier où sont libellées la quotité des fournitures, la date de l'achat et celle du paiement.

Le directeur tient en outre un registre de contrôle sur lequel il inscrit l'entrée et la sortie tant des élèves-maîtres que des instituteurs en exercice admis à suivre les cours.

Tous ces registres sont cotés et paraphés par le président de la commission.

Art. LXIII. - Les objets de menue dépense qui ne sont pas de nature à former approvisionnement et dont on ne peut tirer reçu sont portés sur des feuilles hebdomadaires, et le montant par semaine est inscrit en masse le samedi soir.

Art. LXIV. - Dans le courant de janvier de chaque année, le directeur présente le compte de l'exercice précédent, appuyé des pièces justificatives.

Une copie de ce compte est jointe au budget de l'année suivante que le directeur présente à la commission et qu'elle adresse au préfet, qui l'envoie avec son avis au ministre de l'Instruction publique.

Art. LXV. - Le *boni* qui résulte du compte général rendu au mois de janvier est employé principalement à augmenter les moyens d'instruction des élèves-maîtres et à améliorer l'établissement sous le rapport matériel.

Art. LXVI et dernier. - Lors de l'entrée du directeur en fonctions, il est dressé sous ses yeux et en présence de deux membres de la commission un inventaire exact et complet de tous les objets mobiliers appartenant à l'école. Il est fait de cet inventaire deux expéditions dont une reste entre les mains du directeur, et l'autre est remise à la commission de surveillance.

Tous les ans, au mois d'octobre, il est procédé à un récolement de l'inventaire avec les mêmes formalités.

Un double du procès verbal de ce récolement est joint au budget.